

LE PLUS SÛR MOYEN DE SE TROMPER EN SCIENCES SOCIALES

Que sont nos belles théories devenues, que nous avons de si près tenues et tant aimées ? Le vent, je crois, les a ôtées... Elles s'appelaient : *fin du travail*, *lean production*, *nouvelle économie* et tant d'autres, qu'on a déjà oubliées... Certaines venaient du Japon, d'autres, d'Amérique... Elles ont fait les beaux jours d'éditeurs avisés, de managers conquérants, de DRH très tendance... Quelques Cassandra austères parlaient d'aveuglement, d'amours sans lendemain, voire de non scientificité. Eh bien, ils avaient raison ! Pourtant, qu'est-ce qu'on les a aimées, toutes ces belles théories !

PAR MICHEL FREYSSENET - DIRECTEUR DE RECHERCHE CNRS (CSU-IRESKO) - CO-DIRECTEUR DU GERPISA, RÉSEAU INTERNATIONAL

Les dix dernières années ont été généreuses en visions du futur : qu'il s'agisse de l'inévitable diffusion du modèle dit japonais, de la fin proche du travail, de l'irréversible globalisation ou de l'avènement d'une nouvelle ère de prospérité, grâce à la « nouvelle économie ». La dernière en date de ces perspectives a été celle avancée par Manuel Castells, pour qui les sociétés pourraient se recomposer en réseaux, avec l'aide puissante de l'internet, si ce n'est entièrement grâce à lui (1)

Tenter de mettre à jour les lignes de force qui orientent l'évolution de nos sociétés est un exercice légitime et nécessaire. Les représentations de l'avenir qui ont été

proposées ont incontestablement stimulé le débat public et scientifique. Elles font toutefois problème. Qu'elles aient été rapidement démenties par les faits, après avoir fait l'objet d'une large adhésion, n'est pas, en définitive, le plus préoccupant. Être infirmée un jour ou l'autre est le destin de toute théorisation, fût-elle des plus pertinentes. Le plus gênant est que les prévisions faites reproduisent toujours - malgré leurs différences, voire leur opposition - le même type d'erreurs, sans que jamais aucune leçon n'en soit tirée. Cette répétition, troublante, mérite d'être expliquée.

Il est vrai que les théorisations incriminées ont parfois servi d'utiles « *punching-ball* » pour des chercheurs soucieux de plus de rigueur conceptuelle. Elles font néanmoins perdre beaucoup de temps à les réfuter empiriquement, à un point tel qu'avant de l'être

(1) Cet article a pour origine une intervention au VII^{ème} Congrès espagnol de sociologie, Salamanque, septembre 2001.

complètement, elles sont déjà démenties par des évolutions inattendues du monde et qu'elles sont aussitôt remplacées par d'autres théorisations affectées des mêmes défauts. Elles obligent à un travail de Sisyphe, empêchant de développer et de faire valoir – dans le débat public mais aussi sur la scène académique – des démarches et des théories plus élaborées.

EN SCIENCES SOCIALES, IL Y A TELLEMENT DE BONNES RAISONS DE SE TROMPER QU'IL N'EST PAS NÉCESSAIRE D'EN RAJOUTER DE MAUVAISES

Rappelons quelques banalités. La science n'avance qu'en émettant des hypothèses et en construisant des outils intellectuels – les concepts – cohérents avec ces hypothèses, pour en tester la fécondité et les limites, dans un effort collectif visant à rendre intelligibles les situations vécues. Rien n'est plus stérile que de toujours repousser à plus tard la prise de risque intellectuel consistant à proposer une explication et à dessiner des futurs possibles, sous prétexte que l'information n'est pas complète et que rien ne peut être avancé avec certitude. Une théorie n'est rien d'autre qu'une boîte à outils : en aucun cas, ce n'est une nouvelle vérité. Sans la prise de risque théorique, sans les interrogations que l'hypothèse fait naître, sans les difficultés soulevées par l'usage de concepts élaborés à partir d'autres situations que celles analysées, il n'y a tout simplement plus de recherche, ni d'informations utilisables.

La frilosité en matière de conclusions et de réflexions issues de la recherche laisse le champ libre à tous les essayistes du moment, qui peuvent tranquillement surfer sur toutes les apparences et renouveler leurs exploits en changeant de position, sans gêne ni explication, en fonction de l'air du temps. Chaque chercheur sait bien que ses énoncés, quelle que soit la rigueur avec laquelle ils auraient été établis, ne seront jamais rien d'autre que des approximations, au mieux meilleures que celles déjà disponibles, ou des représentations, au mieux plus éclairantes de la réalité que celles antérieurement avancées. On le sait, il est tout simplement impossible d'identifier toutes les conditions de validité d'un énoncé, quand bien même aurait-on assimilé tout le savoir du monde, que cet énoncé concerne des phénomènes physiques ou des phénomènes sociaux. L'inaccessible vérité nous donne une seule certitude : celle de toujours nous tromper. Autant il est possible de montrer qu'un énoncé est faux, autant nous ne pouvons affirmer qu'un énoncé est vrai. Il ne peut être que possiblement moins faux qu'un autre, ou probablement plus vrai, comme on voudra.

Pour que cette quête sans illusions ne soit point trop désespérante et puisse être – autant que faire se peut – cumulative afin de parvenir à une intelligence de notre monde un peu plus grande, encore faut-il éviter d'appliquer inlassablement la même approche et de

reproduire le type d'erreurs qu'elle induit sans en tirer les conséquences. Or c'est bien à cette répétition que l'on assiste depuis trop d'années.

UNE VALSE À TROIS TEMPS : SUCCÈS SPECTACULAIRE, INFIRMATION BRUTALE, OUBLI RAPIDE... ET ON RECOMMENCE...

Contentons-nous de quelques exemples pris dans la dernière décennie : la *lean production*, la fin du travail, la globalisation, la nouvelle économie et la société en réseaux.

En 1990, des chercheurs du MIT annonçaient l'émergence d'un nouveau modèle productif, la *lean production*, que les Japonais auraient inventé [Womack *et al.*, 1990]. Ce modèle était appelé à prendre la place du modèle taylorien-fordien qui l'aurait précédé et qui aurait été à l'origine de la crise du travail et de la crise de la productivité des années 70. Son adoption par l'ensemble des entreprises de la planète fut présentée comme la condition de leur survie face à la déferlante japonaise et de la relance de l'économie mondiale.

Malgré de nombreuses invraisemblances, la thèse connut un succès international, tant dans les milieux managériaux qu'académiques. Quelques années plus tard, il devenait évident que « *le système qui devait changer le monde* » n'était pas capable de sortir du marasme économique le pays qui était censé l'avoir vu naître. La *lean production* inaugurait bien mal la révolution mondiale qu'elle devait provoquer. On constata ensuite que les entreprises japonaises pouvaient être aussi différentes entre elles que celles de n'importe quel autre pays. On apprit enfin, avec beaucoup de retard, que la firme qui incarnait le mieux la *lean production*, Toyota, avait connu une grave crise du travail, l'obligeant à changer substantiellement et durablement son système de production, au moment même où ce système était présenté comme le modèle productif du XXI^e siècle.

La « *fin du travail* » fut à certains sociologues ce que la « *lean production* » fut aux chercheurs en gestion : une thèse surprenante, enthousiasmante, corroborée par des faits apparemment incontestables, et mettant leur discipline au cœur de l'évolution de la société. Les nouvelles technologies et un chômage de masse devenu structurel sonnaient le glas des sociétés fondées sur la valeur travail et rendaient possible la réalisation des aspirations à d'autres formes de richesse et de relations sociales [Méda, 1995, Rifkin, 1996]. La reprise économique, les fortes variations de l'emploi selon les pays, la capacité manifeste du capitalisme à investir de nouveaux champs d'activité, considérés jusque-là hors de l'économie, et donc à générer de nouveaux emplois, ont renvoyé à plus tard de telles perspectives.

La thèse de la globalisation a été sérieusement ébranlée, moins par les travaux de recherche montrant qu'elle était très loin d'être réalisée et qu'elle était réversible

[Boyer, Souyri, 2001], que par trois démentis spectaculaires : la crise des pays émergents, des échecs de méga-fusions d'entreprises, l'implosion de la nouvelle économie. L'accession rapide aux meilleurs standards de vie par les pays qualifiés d'émergents, grâce à la libéralisation économique et à l'ouverture au marché mondial, a été le premier argument avancé. Un quatrième pôle mondial était né et il allait prendre le relais d'une consommation à bout de souffle dans les pays de la Triade. Des publications savantes n'ont pas manqué de défendre cette perspective, malgré l'absence d'analyse des conditions et des circonstances différentes qui avaient présidé à des taux de croissance spectaculaires. La crise asiatique et sa contagion à d'autres pays est-européens et latino-américains ont brutalement dessillé les yeux. La croissance, parfois à deux chiffres, de nombre de ces pays reposait sur un endettement considérable et incontrôlé. Les investisseurs se retirèrent de ces contrées aussi vite qu'ils s'y étaient précipités. En outre, la période au cours de laquelle certains de ces pays avaient pu exporter sans contrepartie des biens vers les pays industrialisés, notamment vers les États-Unis, s'était achevée avec l'implosion des régimes communistes. Ils ne bénéficiaient plus des mêmes facilités qu'avant.

Les méga-fusions ou alliances de grandes entreprises au niveau mondial, facilitées par la crise précédente, prirent le relais dans l'argumentaire. Mais il fallut peu de temps pour constater qu'elles n'étaient pas nécessairement vouées au succès et qu'elles ne pouvaient dicter les conditions macro-économiques et sociétales nécessaires à leur profitabilité.

La preuve précédente s'effaça alors au profit de la puissance prêtée à la finance. Ayant retrouvé sa liberté de mouvement et de placement depuis la fin des années quatre-vingt, la finance ne pouvait qu'engendrer une libéralisation généralisée des échanges et une homogénéisation mondiale progressive des conditions de production et de consommation. La montée en puissance d'actionnaires institutionnels exigeant une rémunération élevée du capital investi allait en outre accélérer l'adoption des « *meilleures pratiques* » et l'investissement dans les secteurs les plus porteurs d'avenir. Preuves en étaient le développement impétueux et le rendement élevé du secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), la croissance américaine ininterrompue et la soit disant disparition du chômage en Grande-Bretagne. Oubliée l'irrésistible diffusion du modèle japonais : la nouvelle économie, tout comme le modèle anglo-saxon qui l'avait fait naître, ne pouvait dorénavant que s'imposer. L'éclatement de ce qui s'avéra n'être, pour une large part, qu'une bulle spéculative de plus, ramena la croissance de la fin des années 90 à de plus justes propor-

tions historiques et géographiques [Artus, 2001 ; Boyer, 2002].

Manuel Castells, sociologue, ne pouvait cautionner un technologisme et un économisme aussi frustrés. Estimant toutefois que le développement spectaculaire des NTIC était un événement majeur, il pronostiqua l'avènement possible d'un monde s'organisant en réseaux d'échange, sur un pied d'égalité, en fonction des affinités et des intérêts de chacun, court-circuitant

les hiérarchies traditionnelles à base territoriale [Castells, 1998, 1999, 2001]. Le moteur – ou le vecteur, ce n'est pas toujours très clair – en serait l'internet qui échapperait, par nature, à tout contrôle et limitation possibles, car conçu dans cet esprit.

Les attentats du 11 septembre sont venus tempérer les ardeurs, y compris celle de Manuel Castells. L'internet, pas plus que le téléphone, la radio ou la télévision autrefois, n'échappe, ni dans sa conception concrète, ni dans son organisation, ni dans son usage, aux rapports sociaux dominants, que sont, pour le dire vite, les

exigences du capital et le contrôle des États. Infrastructures, coûts d'accès, exigences de rentabilité, réglementations nationales et internationales réduisent d'autant les possibilités de communication de tout le monde avec tout le monde, à supposer que cela suffise pour structurer la société en réseau. Il ne suffit pas de dire que l'internet est le fruit d'une culture, la culture occidentale qui aujourd'hui s'impose au monde, pour ne pas retomber dans l'ornière du technologisme. Si les techniques sont des produits sociaux, alors il faut en reconstituer minutieusement la genèse et les évolutions pour comprendre les enjeux dont elles sont parties prenantes [Freyssenet, 1992].

L'APPLICATION INLISSABLE DE LA MÊME DÉMARCHE : TRANSFORMER DES FAITS APPAREMMENT CONVERGENTS EN TENDANCE UNIVERSELLE RÉSOUVANT DES CONTRADICTIONS SOCIALES MAJEURES

Ces « *bulles* » théoriques, dont certaines ont quelque chose à voir avec les bulles financières, sont le fruit, malgré leurs différences de contenu et de sophistication, d'une même démarche intellectuelle.

Le premier stade de cette démarche consiste à regrouper des faits en fonction de leur ressemblance ou de leur apparente convergence et à les présenter comme une tendance radicalement nouvelle. C'est ainsi que la *lean production* a été théorisée en sélectionnant des pratiques et des dispositifs, observés dans des entreprises japonaises différentes, qui paraissaient en rupture avec le

L'INTERNET,
PAS PLUS QUE
LE TÉLÉPHONE,
LA RADIO OU
LA TÉLÉVISION,
N'ÉCHAPPE
AUX RAPPORTS
SOCIAUX
DOMINANTS.

modèle dit taylorien-fordien. Il a été présupposé que les traits sélectionnés ne pouvaient renvoyer qu'à un seul et même modèle. Quant aux autres caractéristiques, elles ont été tout simplement négligées ou ignorées. L'apparition de certains des traits retenus, comme le travail en groupe, le juste-à-temps, le *kaizen*, dans des entreprises américaines ou européennes, a été donnée comme preuve de leur « japonisation ». Des analyses plus minutieuses allaient démontrer que ces traits, apparemment communs, avaient des origines et des contenus réels en fait très différents. De même, le développement rapide de nouvelles technologies économisant beaucoup de travail et, simultanément, la persistance d'un chômage de masse ont été interprétés comme la manifestation d'une réduction structurellement irréversible du temps de travail global nécessaire. Pourtant cette conjonction a déjà été observée à plu-

sieurs reprises depuis que le capitalisme existe, sans que pour autant le travail perde de sa centralité dans la vie sociale et ne continue à s'imposer à l'ensemble de la société. L'afflux de capitaux, l'augmentation des exportations, les taux de croissance élevés ont été présentés comme l'expression du décollage définitif des pays émergents, sans qu'on eût pris la peine de rappeler que les sources de croissance possibles de ces pays étaient très différentes et que les formes de distribution du revenu national y empêchaient, à quelques exceptions près, tout enclenchement d'un cercle vertueux et durable de croissance.

Oubliés, des cas notoires comme celui de l'Argentine, qui ne cesse d'émerger depuis un siècle et retombe inexorablement dans des crises profondes. Les méga-fusions ou alliances d'entreprises ont été célébrées comme l'avènement d'un monde en voie d'unification, en négligeant les conditions pourtant très restrictives de réussite de ces regroupements et les processus de ré-hétérogénéisation de l'espace mondial.

L'étape suivante de la démarche est de montrer que la tendance nouvelle est susceptible, si elle se généralisait, de résoudre une contradiction ou un problème majeur qui polarise le débat public et nourrit les inquiétudes du plus grand nombre. La *lean production*, en impliquant

les salariés dans la résolution des problèmes de production, résolvait, selon ses promoteurs, à la fois la crise de travail et la crise de productivité engendrées par le supposé modèle taylorien-fordien. Les nouvelles technologies réduisaient à peu le temps nécessaire à consacrer à la production des biens jugés nécessaires et une judicieuse répartition du travail résiduel et de ses fruits pouvait éliminer sous-emploi et chômage. L'échec des politiques de développement, le marasme des pays dont l'État

© Pflaizer/Roger-Viollet

régule l'économie, les soit disant succès des pays ayant libéralisé marché du travail et marché des capitaux, la nouvelle économie : tout cela montrait la voie d'une nouvelle ère de prospérité mondiale, après tant d'années de crise et d'espoirs déçus.

La troisième étape, apparemment la plus délicate, est la démonstration que la tendance mise à jour ne peut que se diffuser et se généraliser, et donc résoudre effective-

ment le problème qui préoccupe tout le monde. Curieusement, c'est ce point qui est le moins argumenté et qui, néanmoins, emporte sans trop de difficultés l'adhésion du lecteur. Aucune démonstration ne pouvant donner pour certaine la réalisation d'un quelconque pronostic dans les domaines considérés ici, le ou les promoteurs de la thèse mettent alors en jeu, explicitement, subrepticement ou inconsciemment, des fausses évidences, puisées dans le fonds idéologique commun, pour éliminer tout doute. Puisque la *lean production* donne des résultats supérieurs et que le marché mondial est devenu très concurrentiel, alors les firmes autres que japonaises n'ont d'autre choix que de l'adopter au plus vite, si elles ne veulent pas disparaître. L'histoire industrielle antérieure ayant, dit-on, connu deux phases, la production quasi-artisanale et la production de masse, chacune correspondant à un type de demande et à un type de main d'œuvre particuliers, alors il est logique qu'apparaisse une troisième phase, synthèse des deux premières, à savoir la production à bas coût de produits personnalisés par une main d'œuvre formée et impliquée pour des consommateurs toujours plus exigeants. Le travail – cette malédiction millénaire ou cette invention regrettable – exigeant heureusement toujours moins de temps grâce aux nouvelles technologies, ne peut que

Une explication universaliste en chassant une autre, l'attention et les énergies se réorientent aussitôt pour défendre ou contester la dernière en date, au détriment d'un travail visant à tirer les leçons des mêmes erreurs inlassablement répétées.

perdre sa centralité. Le sous-emploi et le chômage structurel de masse, devenus socialement insupportables et économiquement contre-productifs, ne peuvent à terme que conduire à répartir le travail résiduel entre tous et faire de lui un aspect négligeable de la vie de chacun. Un monde totalement nouveau est possible. La libéralisation des échanges, la libre circulation des capitaux et la diffusion des ressources technologiques, grâce notamment aux méga-fusions et à l'internationalisation productive, ne peuvent qu'engendrer une croissance généralisée, une homogénéisation des conditions de vie et le dépassement des rivalités nationales, en rendant les intérêts individuels et nationaux interdépendants, tous unis dans une relation gagnants-gagnants.

Le modèle anglo-saxon, en diffusant largement dans la population la propriété du capital et en redonnant aux actionnaires le pouvoir qui leur revient légitimement dans la conduite des entreprises, ne pouvait que dynamiser l'économie mondiale en privilégiant les espaces et les secteurs les plus profitables et en obligeant les autres à se réformer. La contradiction salarié-actionnaire se résoudrait dans la fusion des deux. Les technologies de l'information et de la communication qui permettent, quand on le veut, de rentrer en contact à coup sûr avec des personnes qui partagent vos intérêts et aspirations ne peuvent que provoquer la multiplication des réseaux transversaux et permettre de se libérer de tous les contrôles et toutes les hiérarchies.

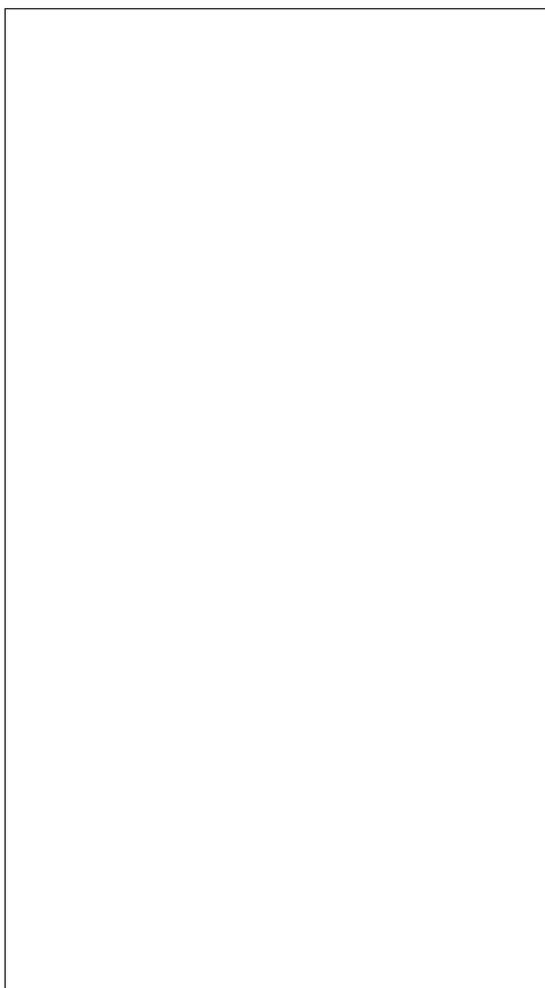
Quatrième phase, fréquente, mais non nécessaire : ayant évacué ou relativisé incertitudes, contradictions et conflits, il est alors possible d'énumérer tous

les changements heureux que le processus universalisé mis en avant provoquera dans tous les domaines de la vie sociale. Les essayistes et chercheurs les plus lucides s'en gardent bien. Mais le faire ne compromet pas nécessairement leur réputation scientifique. C'est ainsi que les promoteurs de la *lean production* ont pu écrire, sans rire ni faire rire, que ce système allait changer le monde en redonnant sens au tra-

vail, performance aux entreprises, croissance aux nations et paix sur la Terre !

La dernière étape, qui prend généralement la forme d'un nouveau livre, consiste, avant l'infirmité brutale par l'actualité et le désintérêt du public, à présenter tout écart entre la réalité et le modèle comme l'effet, au choix : de facteurs secondaires, de combats d'arrière garde ou du nécessaire apprentissage pour une bonne compréhension et application des principes nouveaux.

POUR DES DÉMARCHES SUBSTANTIVES, HISTORIQUES ET ANALYTIQUES



Le sens d'une pratique, d'un dispositif ne se comprend que par rapport au problème qu'il était censé résoudre.

Plusieurs leçons peuvent être tirées des infirmités des thèses universalisantes et des tentatives faites pour leur substituer des démarches plus rigoureuses. Face à un phénomène qui apparaît comme nouveau, trois opérations de recherche semblent indispensables. La première consiste à replacer les faits qui paraissent faire tendance dans l'histoire de l'entité concrète dont chacun d'eux relève (tel individu, tel groupe, telle institution, telle société, etc.) pour en comprendre le sens et vérifier ainsi s'ils peuvent être légitimement agrégés. La deuxième est d'établir – par la comparaison et le raisonnement – les conditions de possibilité et de viabilité de ces faits regroupés ou distingués. La troisième est de les conceptualiser pour substituer à la représentation commune, spontanée ou pseudo savante une représentation plus éclairante et opératoire. La première opération est bien sûr décisive. Des faits semblables peuvent avoir en effet des sens différents, et des faits différents peuvent avoir

le même sens. Des faits nouveaux ne renvoient pas nécessairement à une réalité nouvelle et inversement des faits anciens peuvent devenir porteurs de changements. Le sens d'un fait ne se découvre qu'au regard des conditions historiques qui ont présidé à son apparition et à son évolution. Le sens d'une pratique ou d'un dispositif ne se comprend que par rapport au problème qu'il était censé résoudre. Bref, ce n'est qu'en reconsti-

tuant la trajectoire d'un individu, d'un groupe, d'une institution, d'une société qu'il est possible d'approcher le sens des faits, pratiques, dispositifs, discours qui s'y rattachent et d'en voir la diversité substantielle. C'est ainsi qu'il a été possible de montrer que, non seulement le travail en groupe n'était pas une spécificité japonaise [Durand *et al.*, 1999], mais qu'il avait un sens tout à fait différent chez deux constructeurs automobiles de ce pays, Toyota et Honda, et qu'il renvoyait à des modèles productifs opposés en tout point [Boyer, Freyssenet, 2000 b]. Chez Toyota, il visait à réduire les temps standard dans le cadre d'une stratégie de réduction permanente des coûts. Chez Honda, il facilitait la reconversion rapide de l'outil de production dans le cadre d'une stratégie combinant innovation et flexibilité. Au final, la *lean production* s'est révélée être l'amalgame injustifié et contradictoire des deux modèles productifs que ces firmes avaient construits.

De même, annoncer la fin du travail exige d'en avoir analysé la genèse, sauf à croire à la fable de l'humanité se libérant progressivement de son animalité et du besoin, dans le sang et la douleur. Or l'enquête à ce sujet réserve des surprises. Tout laisse à penser que nous avons en fait qualifié de travail, notion et réalité récentes apparues avec le XVIII^e siècle européen, des activités apparemment semblables observées dans d'autres sociétés ou à des époques antérieures, mais qui y avaient un tout autre sens. Le travail ne perdra sa centralité et ne disparaîtra que le jour où le rapport social qui l'a fait naître sera marginalisé ou éliminé [Freyssenet, 1995]. Le processus par lequel un rapport social en vient à dominer les autres reste largement à analyser. Cette étude est cependant un point de passage obligé pour établir les conditions de la fin du travail.

Tout phénomène, en effet, a des conditions de possibilité et de viabilité qui en délimitent les probabilités d'émergence, de diffusion, d'évolution, de disparition et de résurgence. Commencer à mettre à jour ces conditions constitue la deuxième opération indispensable pour pouvoir esquisser des scénarios d'évolution ayant quelque pertinence et utilité. On peut procéder par comparaison et raisonnement, ainsi que les travaux que nous avons menés au sein du GERPISA l'ont montré [Boyer, Freyssenet, 2000 b].

Dès lors que des modèles productifs également performants ont pu être distingués, il est devenu possible de mener parallèlement deux opérations visant à établir leurs conditions de possibilité et de viabilité : examiner logiquement les conditions – macro et micro – nécessaires à chacun d'eux pour que la stratégie de profit qu'ils mettent en œuvre soit pertinente et que les moyens employés soient cohérents et, parallèlement, comparer les environnements dans lesquels ils sont apparus, se sont développés et ont été transplantés avec succès.

C'est ainsi qu'il est apparu que le modèle « *sloanien* », mettant en œuvre une stratégie de profit combinant économies d'échelle et diversité grâce à la commonalisation des parties invisibles de produits ne se différenciant qu'en surface – et dont il avait été dit qu'il relevait du passé parce qu'inadapté aux conditions de marché et de travail qui se seraient imposées depuis les années soixante-dix – était en fait toujours possible et viable dans un contexte de marché de renouvellement. À trois conditions : le marché doit demeurer modérément hiérarchisé grâce à une distribution du revenu national limitant les inégalités, les firmes concernées doivent produire ou acheter ensemble le plus grand nombre possible de pièces communes, la relation salariale doit privilégier l'emploi et la mobilité professionnelle plutôt que les salaires, comme l'a montré le cas Volkswagen.

Inversement, le modèle toyotien s'est avéré exiger, pour être possible et viable, des conditions très restrictives, limitant considérablement sa diffusion et sa durabilité, contrairement à l'affirmation de l'applicabilité universelle de la *lean production*, censée conceptualiser le système de production de Toyota et des entreprises japonaises en général. Ce modèle, fondé sur la participation des salariés et des fournisseurs

à la réduction permanente des temps standard et sur le respect du plan de production en toutes circonstances, exige pour durer – entre autres conditions – que salariés et fournisseurs continuent à se satisfaire des contreparties négociées : garantie d'emploi et de carrière pour les uns, garantie de commande et de marge pour les autres. Ces contreparties, bien qu'importantes, exigent néanmoins pour être acceptées que la main d'œuvre et les sous-traitants soient placés directement sous contrainte de compétitivité extérieure, que l'évolution du taux de change de la monnaie nationale reste sous contrôle, que le marché du travail dissuade les salariés de changer d'entreprise et que les conditions de travail demeurent supportables. C'est parce que ces conditions n'ont plus été remplies, à la fin des années quatre-vingt, que le modèle toyotien a implosé en 1990 [Shimizu, 1999].

La troisième opération consiste à élaborer des concepts, c'est-à-dire des outils d'analyse adéquats à la nouvelle représentation de la réalité, pour construire des scénarios d'évolution possibles et pour en tester la fécondité et les limites en les appliquant à d'autres situations. C'est ainsi que les notions de « *rapport capital-travail* », de « *division de l'intelligence du travail* », de « *mode de croissance nationale* », de « *stratégie de profit* » et de « *compromis de gouvernement d'entreprise* » que nous avons redéfinies ou élaborées pour comprendre la diversité des modèles productifs nous ont permis, par exemple, de faire des hypothèses raisonnées – et jusqu'à présent confortées – aussi bien sur les formes d'internationali-

LE PROCESSUS
PAR LEQUEL
UN RAPPORT
SOCIAL EN
VIENT À
DOMINER LES
AUTRES RESTE
LARGEMENT
À ANALYSER

sation des firmes et la recombinaison de l'espace mondial que sur l'avenir des méga-fusions réalisées à la fin des années 1990, l'impact de la financiarisation sur les entreprises ou l'évolution du travail [Boyer, Freyssenet, 1999, 2000 a ; Freyssenet, Lung, 2001].

Cette démarche aboutit à un paradigme, que l'on peut appeler le paradigme de la « *diversité limitée mais périodiquement renouvelée* » des sociétés capitalistes et des modèles productifs en leur sein, en lieu et place du paradigme du « *one best way* » (par exemple, la mondialisation heureuse) ou du « *one necessary way* » (par exemple, l'inévitable mondialisation à discipliner, à contenir ou à combattre, selon ses préférences politiques), pour chaque grande période historique, qui sont au mieux des illusions rétrospectives.

COMMENT METTRE EN DÉBAT LES DEUX TYPES D'APPROCHE ?

On comprendra aisément que les résultats de la démarche précédente peuvent plus difficilement être résumés en une formule, parler immédiatement à l'imaginaire social, répondre aux inquiétudes et provoquer des enthousiasmes. À l'affirmation de la très grande probabilité de résoudre des problèmes majeurs pour les uns ou de l'inéluctabilité de la crise pour les autres, on propose des outils pour rendre intelligible la diversité des trajectoires, des contextes, des conditions et des possibilités. Les conclusions ne peuvent qu'être en opposition, ou pour le moins en porte-à-faux, avec l'air du temps. Elles se prêtent plus difficilement à leur reprise par les médias, qui prétendent ne pouvoir dire simplement que des choses simplistes.

L'infirmité des thèses universalistes n'entraîne pas pour autant la reconnaissance de la plus grande pertinence des outils d'analyse proposés à leur place. Une explication universaliste en chassant une autre, l'attention et les énergies se réorientent aussitôt pour défendre ou contester la dernière en date, au détriment d'un travail visant à tirer les leçons des mêmes erreurs inlassablement répétées.

Faut-il abandonner la partie et se réfugier dans la discrétion confortable du cercle des initiés, en espérant des jours plus favorables ? Probablement pas. Que peut-il être fait ? La sociologie des sciences commence à nous apprendre comment se construisent les débats et les légitimités scientifiques et publiques. On ne peut pas dire que les moyens utilisés dans les cas étudiés sont très glorieux. Faut-il faire preuve de « réalisme », utiliser « les armes de l'adversaire », comme semblent le croire certains courants scientifiques s'estimant brimés sur la scène académique et médiatique ? Là aussi il n'y a pas de « *one best way* », de parcours obligé. Des voies nouvelles possibles peuvent probablement être inventées, plus conformes au type de rapport social que l'on souhaite et que l'on peut faire advenir dans la recherche et ailleurs [Freyssenet, 2001 a].

BIBLIOGRAPHIE

- ARTUS, P. [2001], *La nouvelle économie*, La Découverte, Paris.
- BOYER, R. [2002] *Croissance, début de siècle: de l'octet au gène*, Albin Michel, Paris
- BOYER, R., FREYSSENET, M. [1999] « L'avenir est à nouveau ouvert. Stratégies de profit, formes d'internationalisation et nouveaux espaces de l'industrie automobile », *Gérer et Comprendre, Annales des Mines*, n°56, juin.
- BOYER, R., FREYSSENET, M. [2000 a] « Fusions-acquisitions et stratégies de profit », in *Revue française de gestion*, n°131, nov-déc.
- BOYER R., FREYSSENET M. [2000 b] *Les modèles productifs*, La Découverte, Paris.
- BOYER, R., SOUYRI, P-F. [2001] *Mondialisation et régulations. Europe et Japon face à la singularité américaine*, La Découverte, Paris.
- CASTELLS, M. [1998, 1999] *L'ère de l'information, Fayard, Paris. 2000: The Information Age, Economy, Society and Culture*, Blackwell, Oxford.
- CASTELLES, M. [2002] *La galaxie internet*, Fayard, Paris.
- DURAND, J.P., CASTILLO, J.J. et STEWART, P., dir. [1988], *L'avenir du travail à la chaîne. Une comparaison internationale dans l'industrie automobile*, La Découverte, Paris.
- FREYSSENET M. [1992] « Processus et formes sociales d'automatisation. Le paradigme sociologique », *Sociologie du Travail*, n° 4/92, pp. 469-496.
- FREYSSENET M., [1995] « Historicité et centralité du travail », in Jacques BIDEZ, Jacques TEXIER [dir.], *La crise du travail*, PUF. Paris, pp. 227-244.
- FREYSSENET M., MAIR A., SHIMIZU K., VOLPATO G., dir ; [2000] *Quel modèle productif ? Trajectoires et modèles industriels des constructeurs automobiles mondiaux*, La Découverte, Paris.
- FREYSSENET, M. [2001] « Formes de coopération en sciences sociales et résultats de recherche. Brèves remarques sur deux réseaux interdisciplinaires et internationaux : l'IMVP et le Gerpisa », *Genèses*, n°43, juin.
- FREYSSENET M., LUNG, Y. [2001], « Les stratégies de régionalisation des constructeurs automobiles », *Sciences de la Société*, n° 54, octobre 2001, pp. 51-79.
- MÉDA, D. [1995], *Le travail, une valeur en voie de disparition*, Aubier, Paris.
- RIFKIN, J. [1996], *La fin du travail*, La Découverte, Paris.
- SHIMIZU, K., [1999], *Le Toyotisme*, La Découverte, Paris.
- WOMACK J., JONES D.T., ROOS D. [1990], *The Machine that Changed the World*, New York, Macmillan.